

Des contradictions brésiliennes présentes, passées et futures

Héctor LUISI, *Ancien Conseiller en stratégie du Président de la Banque interaméricaine de développement*

Mercredi 5 octobre 2016 – Université Paris-Dauphine

Le Brésil est souvent perçu depuis l'Europe et les États-Unis comme une énigme, voire comme un ennemi (au moment de « la guerre de la langouste » sous de Gaulle, entre 1961 et 1963). Sa vie politique peut être symbolisée par cinq mots qui, en brésilien, ont un sens bien différent de celui que l'on trouve en portugais. Ces mots, en brésilien, signifient confusion, dérobade, affairisme, manigance et retour à l'entente après le conflit. Ces mots caractérisent la vie politique brésilienne qui n'a jamais connu de grande révolution. Le Brésil peut être qualifié de république sans violence.

Il traverse néanmoins actuellement une crise politique et économique.

Crise politique

Avant l'arrivée de Lula au pouvoir, seule l'élite pouvait bénéficier de la sécurité, de la santé, de l'éducation et des transports qu'elle finançait elle-même. Lula a réussi à permettre l'accès du peuple à ces services en impliquant le secteur public. Mais cela s'est accompagné d'inflation et de corruption, sachant que le Brésil ne détient pas le monopole de celle-ci. Les partis politiques n'ont pas le passé de ceux de certaines démocraties (États-Unis, Royaume-Uni). Il sont donc faibles et tous sont plus ou moins impliqués dans la corruption, ce qui, jusqu'à une époque récente, était considéré par tout le monde au Brésil comme normal. Les institutions sont peu respectées, sauf la police fédérale et les tribunaux fédéraux.

À partir de 2015 le juge Sérgio Moro mène une opération anti-corruption, « lavage express » (Lava Jato), soutenu par le procureur Deltan Dallagnol. La présidente Dilma Rousseff, dont la carrière politique repose sur son statut de dauphine de Lula et qui a été réélue à une faible majorité, est mêlée, elle aussi, à une affaire de corruption avec Petrobras. Sa mise en cause coïncide avec une période de difficultés économiques : baisse du prix des matières premières, chômage et inflation. Elle perd l'appui de la population et ses ennemis politiques en profitent pour enclencher une procédure de destitution.

Le processus de destitution a été mené par la Chambre des représentants puis par le Sénat, qui a entendu, en août 2016 l'avocate de Dilma Rousseff et Dilma Rousseff elle-même. Celle-ci a mis en avant le complot dont elle est victime, mais n'a pu empêcher le Sénat de voter à une majorité qualifiée sa mise à l'écart et son remplacement par Michel Temer. On reste sur

le plan juridique, depuis ce vote, dans une situation de confusion, qui illustre parfaitement les mœurs politiques brésiliennes.

Crise économique

La croissance économique est en berne, malgré une légère reprise de l'investissement. La Bourse est néanmoins dans une phase haussière depuis quelques mois, ce qui reflète l'espoir des milieux d'affaires de retour à une certaine stabilité politique. Les taux de la banque centrale restent élevés pour contenir l'inflation. Une véritable reprise impliquerait une hausse de la productivité, une réforme du système fiscal et du marché du travail. L'équipe de Temer est qualifiée et la volonté d'ouverture vers l'étranger est bienvenue. Si le Partenariat transpacifique était réellement mis en œuvre, le Brésil aurait intérêt à pouvoir en faire partie. Le programme de Temer comporte également un très vaste mouvement de privatisations, notamment dans l'énergie, dans les transports (aériens et ferroviaires), dans les ports. Pour le moment les incertitudes bloquent 5000 programmes de travaux publics.

Perspectives

On se trouve incontestablement dans une période de confusion. Temer est critiqué par 55% des Brésiliens (qui ont un jugement défavorable ou très défavorable à son égard) et la société fait face à plusieurs incertitudes :

- La décision du Sénat concernant Dilma Rousseff va-t-elle être cassée ou acceptée ? Par-delà cette incertitude, la mise en cause du mythe que Dilma Rousseff représente, avec la révélation de sa corruption, a eu un immense impact dans la société ;
- Les élections municipales qui se déroulent au moment de cette conférence révèlent l'effondrement du Parti de Peuple de Dilma Rousseff et la montée du Parti républicain brésilien, qui revendique son appartenance au courant évangéliste ; il y aura donc probablement une recomposition du paysage politique ;
- La confiance du peuple dans ses élites politiques n'a jamais été aussi faible et, en même temps, il accepte que Dilma Rousseff soit écartée en faveur d'un personnel qui n'a pas non plus les mains propres ; cette forme de passivité est inquiétante.

Au Brésil, mais aussi ailleurs en Amérique latine, le populisme est constamment présent. Quatre vagues de populisme peuvent être repérées dans cette région : entre 1930 et 1955 (Vargas au Brésil), dans les années 1970, entre 1980 et 2000 (Collor au Brésil), et, enfin, dans la période contemporaine (Chavez, Lula, Morales). Un des points communs de tous ces mouvements est le fait que le peuple doit être en relation directe avec le chef et que les organes intermédiaires, y compris les partis, sont incompetents, voire corrompus. On observe de plus que ces populismes sont de gauche ou de droite, n'ont aucune idéologie spécifique. Ils n'ont pas de programmes économiques cohérents et ne sont pas attachés à l'un des principes fondamentaux de la démocratie, la séparation des pouvoirs. Ils se méfient des oligarchies.

En conclusion le conférencier souligne que les deux crises actuelles, économique et politique, sont concomitantes, mais pas nécessairement liées par une causalité.

Dans ses réponses aux questions, Héctor Luisi indique qu'il n'est pas possible de prévoir l'évolution du réel et que les JO n'ont eu aucun effet sur l'économie brésilienne, à long terme. Il souligne que la participation aux élections est élevée, y compris dans des zones reculées, ce qui révèle une réelle vitalité démocratique. Mais il rappelle que la corruption est partout y compris au Chili, qui, jusqu'à maintenant, était considéré comme un modèle à cet égard. Trois pays connaissent un climat d'incertitude particulièrement élevé aujourd'hui : l'Argentine, le Brésil et la Colombie. Le retour de Dilma Rousseff sur la scène politique semble impossible. Le nouveau président Temer a su rassembler autour de lui une équipe compétente. Les mécanismes institutionnels du Brésil sont certainement imparfaits, mais personne n'est d'accord sur les réformes qui pourraient être entreprises et cette question fait l'objet de débats depuis deux siècles. La reprise économique qui semble se dessiner ne suffira pas à permettre la sortie rapide de la crise politique.